

## Accalmie à Kigali après des accrochages - ONU

Reuters, 15 juin 1994

KIGALI, 15 juin, Reuter - Les armes se sont tues mercredi à Kigali quelques heures après de violents échanges de tirs de mortier entre forces gouvernementales et rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR), a déclaré un responsable de l'Onu.

“Il semble se passer quelque chose”, a dit aux journalistes le général Henry Anyaidoho, commandant en second de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar).

Il a toutefois ajouté qu'il n'avait pas été officiellement informé d'un accord de cessez-le-feu entre les deux parties.

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a clôturé mercredi son sommet à Tunis en annonçant un cessez-le-feu immédiat entre le gouvernement intérimaire et les rebelles du FPR.

“Etant donné l'urgence de la situation et leur volonté de rétablir la paix sérieusement compromise au Rwanda, les belligérants ont accepté un cessez-le-feu immédiat”, a précisé l'OUA dans un communiqué. L'accord prévoit également “l'arrêt immédiat de toute forme de propagande pouvant entretenir un climat de haine ou de peur dans la pays”.

Le secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, a déclaré, lors d'une conférence de presse, que le gouvernement et le FPR avaient chargé l'OUA de veiller au respect de la trêve.

Les deux parties sont en outre convenues de la création d'une commission pour enquêter sur les circonstances de la mort du président Juvénal Habyarimana dans un attentat le 6 avril.

Cette disparition avait déclenché des violences ethniques. Des miliciens hutus, ethnie à laquelle appartenait le chef de l'Etat, avaient lancé la chasse aux membres de la minorité tutsie. Selon des estimations, il y a eu près de 500.000 morts.

Le FPR, basé dans le nord du pays et en Ouganda voisin, s'est rapproché de la capitale. Les combats font rage depuis plus de deux mois et les massacres se poursuivent.

Un responsable de la Minuar a déclaré mercredi que 60 jeunes Tutsis avaient été massacrés après avoir été enlevés mardi dans l'église Saint-Paul de Kigali, où ils étaient réfugiés.

— Paris prêt à intervenir —

Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a annoncé que la France était prête à participer à une intervention au Rwanda pour mettre un terme aux massacres.

“Si les massacres continuent et si le cessez-le-feu n’est pas respecté je dis aujourd’hui - nous en avons délibéré et nous en avons parlé ce matin même en conseil restreint avec le président de la République - que la France est prête à monter avec ses principaux partenaires européens et africains une intervention sur le terrain visant à protéger les groupes menacés d’extermination”, a-t-il déclaré à la presse.

Par ailleurs, l’ancien ministre français à l’Action humanitaire Bernard Kouchner est parti mardi pour le Rwanda afin “de renouer le dialogue avec les forces en présence dans la capitale”, a annoncé son entourage à Paris.

Bernard Kouchner, qui est accompagné du président de Médecins sans frontières, Jean-Louis Machuron, souhaite intervenir pour “obtenir l’évacuation des enfants blessés et des orphelins vers l’Ouganda”.

A Bruxelles, le roi Albert II a rendu hommage mercredi aux casques bleus belges qui ont servi au Rwanda, où dix des leurs ont été abattus en avril dernier. Plusieurs milliers de personnes ont assisté à la cérémonie.

Le souverain a appelé à une meilleure définition du mandat des forces de l’ONU et a réclamé une meilleure protection des troupes lors de telles missions.

“Avec les Nations Unies, nous devons tirer les leçons de ces opérations. Sans doute faut-il porter une plus grande attention à la définition, à l’exécution et à l’évaluation du mandat des opérations ONU. Une priorité absolue doit être accordée à la protection de nos soldats ; un équipement adéquat est primordial et doit être un souci majeur”, a-t-il dit. /WEM/GK

(c) Reuters Limited 1994